

Actualité macro-économique en Roumanie

Population : 21,5 millions d'habitants

Cours EUR/RON le 31.03.2011 : 1 EUR = 4,1141 RON

PIB en 2010 : 119,7 milliards EUR

IDE en 2010 : 2,3 milliards EUR

Croissance en 2010 : -1,3 %

Salaire minimum brut en 2011 : 164 EUR

Salaire moyen brut en janv. 2011: 462 EUR

Inflation en 2010 : 7,96 %

Actualité politico-économique en Roumanie

Le FMI débloque un milliard d'euros pour la Roumanie : Cette somme correspond à la dernière tranche d'une aide débloquée en 2009. Une nouvelle autorisation de crédit a également été accordée. Le Fonds monétaire international (FMI) a débloqué la dernière tranche de 1,2 milliard d'euros de son aide à la Roumanie, et approuvé un nouvel accord, de type préventif, qui prévoit la mise à disposition de 3,6 milliards d'euros maximum. Ce nouvel accord de crédit d'une durée de deux ans entrera en vigueur le 31 mars, et prendra le relais de l'aide de 12,95 milliards d'euros accordée en mai 2009 pour un an. Les autorités roumaines « ont informé le FMI qu'elles avaient l'intention de considérer ce nouvel accord comme étant à titre préventif et qu'elles ne comptaient pas, en conséquence, tirer » sur cette ligne de crédit, indique le Fonds. La Roumanie va poursuivre les réformes et la politique de réduction budgétaire engagées suite au premier accord avec l'institution internationale. Selon les prévisions de Jeffrey Francks, le chef de la mission du FMI en Roumanie, le pays devrait sortir de la récession ce mois-ci. Après une chute du PIB de 7,1% en 2009, la Roumanie a connu une baisse de 1,3% l'an dernier et devrait renouer avec la croissance en 2011 (+ 1,5% selon les prévisions du FMI).

La Roumanie développe son parc éolien par la construction du plus grand parc éolien du monde : La construction d'un parc éolien a été lancée dans le sud-est de la Roumanie. Porté par Iberdrola Renovables, la filiale spécialisée dans l'énergie renouvelable du groupe espagnol Iberdrola, ce projet deviendra le plus grand au monde. Le chantier a été lancé dans la région de Dobroudja, près de la mer Noire. Le parc devrait offrir à terme, en 2017, une capacité de 1.500 MW. Ce projet dont le coût total est estimé à deux milliards d'euros, est le premier mené en Roumanie par le groupe espagnol. Dès la fin de l'année, les premières turbines devraient fonctionner. Le parc éolien devrait fournir l'électricité d'un million de foyers, engendrant ainsi une réduction des émissions de gaz à effet de serre de quelque 1,25 million de tonnes, précise le groupe qui a déjà construit plusieurs parcs en Europe centrale et de l'est, en Pologne, en Hongrie, en Estonie et en Bulgarie. Plusieurs compagnies s'intéressent de plus en plus aux vents roumains. A ce jour le pays dispose d'une puissance installée d'énergie éolienne de moins de 500 MW. Pourtant, les experts estiment à 14.000 MW le potentiel de la Roumanie.

La reprise économique favorise les opportunités d'affaires présentées dans tous les secteurs roumains : Malgré les difficultés économiques causées par la crise mondiale, la Roumanie présente des perspectives de croissance économique de +1,5% en 2011, d'après les estimations du FMI et de + 4% en moyenne sur la prochaine décennie, selon certains analystes économiques. La relance économique de la Roumanie vient soutenir et promouvoir les opportunités d'affaires existant dans tous les secteurs roumains d'activité : industrie, infrastructures de transport (développement et modernisation du transport routier, aérien et ferroviaire), environnement. Le secteur de l'énergie et de l'efficacité énergétique permet aussi de développer des nouveaux projets compte tenu du fait que la Roumanie est productrice de gaz et de pétrole. Des nouvelles affaires pourraient également être envisagées et développées pour le développement rural, dans le secteur agricole et agroalimentaire ou aussi dans la filière TIC ou la grande distribution.

La Roumanie réduit son déficit commercial de 60% en janvier : Le déficit commercial de la Roumanie a diminué de 60% au mois de janvier, par rapport à la même période de l'année dernière, selon les chiffres de l'Institut national des statistiques (INS). Le déficit commercial est donc passé de 472,9 millions d'euros en janvier 2010, à 186,2 millions pour le premier mois de l'année en cours. En janvier, les exportations ont connu une hausse de 47,8% pendant que les importations augmentaient seulement de 29,4%, toujours par rapport au même mois de l'année dernière. Les voitures et équipements de transports restent les principales marchandises exportées par la Roumanie, avec une part de 41,8% sur le total des exportations. Suivent les combustibles (7,5%), les matières premières et les matériaux (7,1%). En ce qui concerne les importations, les voitures et les équipements de transports représentent également les produits les plus importés, avec un pourcentage de 35,1%. Les produits chimiques (14%) et les combustibles (10,5%) se placent respectivement en deuxième et troisième position.

La France et la Roumanie souhaitent renforcer la légitimité de la politique agricole commune : Bruno Le Maire, Ministre français de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire, et Valeriu Tabara, Ministre de l'agriculture et du développement rural de Roumanie, se sont entretenus à Paris le 3 mars 2011. A cette occasion, la Roumanie a salué la position des gouvernements français et allemand pour une politique agricole commune forte au-delà de 2013, qui « reflète l'essentiel des préoccupations de la Roumanie ». La France et la Roumanie souhaitent une politique agricole commune forte et basée sur deux piliers complémentaires garantissant le maintien d'une activité agricole sur tout le territoire de l'Union européenne, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire. La politique agricole commune doit assurer une nouvelle régulation des marchés pour protéger les agriculteurs de la volatilité des prix. La France et la Roumanie estiment indispensable que le budget de la politique agricole commune soit à la hauteur des ambitions. Les deux ministres souhaitent renforcer la légitimité de la politique agricole commune, notamment grâce au verdissement des aides du premier pilier qui doit être simple, lisible et adapté à la réalité des exploitations agricoles.

La Roumanie souhaite attirer des investissements des pays du Golfe : La Roumanie a accueilli en mois de mars un forum économique réunissant des ministres et des chefs d'entreprise des pays du Golfe, espérant devenir un « pilier » dans leur expansion en Europe centrale et de l'est, a déclaré un responsable du ministère des Affaires étrangères. « Les pays du Golfe veulent créer une tête de pont en Europe centrale et de l'est. La Roumanie doit se battre pour devenir le pilier que ces pays recherchent », a indiqué Vasile Sofineti, le coordonnateur, côté roumain, de ce forum, organisé conjointement par le Conseil de Coopération du Golfe (CCG). « Notre objectif est de placer Bucarest sur la carte des intérêts économiques des pays du Golfe », a-t-il renchéri. Malgré les troubles politiques secouant plusieurs pays de la région, quelque 200 hommes d'affaires représentant la Roumanie et les six membres du CCG (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar), ainsi que plusieurs ministres ont participé à cette réunion. Les travaux, qui ont été ouverts par le président roumain Traian Basescu, se sont concentrés sur des domaines tels que l'énergie, l'informatique, les banques, l'agriculture, les PME, le tourisme et les infrastructures. Des projets d'un montant total de 10 milliards d'euros, notamment dans les infrastructures, le pétrole et le gaz, ont été mis sur la table. Selon M. Sofineti, le forum de Bucarest sera suivi par une réunion similaire en janvier 2012 dans l'un des pays du Golfe.

Les atouts de la Roumanie pour continuer d'attirer des investissements étrangers : Deuxième plus grand marché d'Europe Centrale et Orientale avec 21,6 millions habitants, après la Pologne, la Roumanie est un pays latin, francophile et francophone ayant 6 millions de locuteurs français et elle est située à 2h50 de Paris, en avion. Pays industriel, la Roumanie réalise près de 30% de son PIB dans le secteur industriel. Jusqu'à 2013, le pays bénéficie d'importants financements européens : le budget global alloué par l'Union Européenne pour la période 2007-2013 est de 19,67 Mrds €, destinés à la politique de cohésion, et un montant de 8,2 Mrds € pour la politique de développement rural et la pêche. Les cofinancements roumains adossés d'environ 6 Mrds € élèvent les montants totaux à plus de 30 Mrds € qui pourront potentiellement financer des projets de développement sur cette période.

Nouvelle édition du programme de prime à la casse Rabla : Le programme Rabla 2011 a été lancé en mars par le ministère de l'Environnement, qui compte cette année faire disparaître de la circulation quelque 60.000 véhicules vieux de plus de dix ans. Il s'agit de la septième édition de ce programme de renouvellement du parc automobile roumain, débuté en 2005. Cette année, les autorités ont alloué un budget d'environ 55 millions d'euros. Comme l'année dernière, la prime à la casse sera d'environ 900 euros, les bénéficiaires ayant la possibilité d'utiliser jusqu'à trois primes pour l'achat d'une voiture neuve. L'année dernière, près de 190.000 véhicules sont partis à la casse et 63.000 voitures neuves ont été achetées grâce à ce programme, selon le ministre de l'Environnement. C'est le constructeur Dacia qui en a le plus profité avec 24.000 voitures vendues, soit 40% des ventes totales directement issues de cette prime à la casse. Dacia est suivie par le groupe français Renault Nissan avec 11% de ventes. Depuis 2005, près de 300.000 vieilles voitures ont disparu des routes roumaines grâce à ce programme.

Echanges commerciaux prospères entre la Tunisie et la Roumanie - l'industrie du bois privilégiée : L'industrie du bois roumaine continue d'être privilégiée par la Tunisie, malgré les événements qu'a connus le pays. La Roumanie cherche aujourd'hui à renforcer les échanges commerciaux prospères mis en place avec la Tunisie. Ainsi, les deux pays entretiennent des relations solides. En effet, le bois reste l'une des plus importantes exportations de la Roumanie vers la Tunisie à côté du fer et du verre. En 2006, les échanges entre les deux pays se sont élevés à 60 millions de dollars. Le chiffre est passé à 200 millions de dollars en 2010. « Je suis convaincu que ce chiffre va doubler en peu de temps », a déclaré Mme. Saloua Bahri, Ambassadeur de Tunisie en Roumanie. Des entretiens sont également en cours avec les compagnies aériennes. Ces conversations ont pour objectif d'accroître la capacité et de stimuler davantage les échanges commerciaux entre les deux pays. Le gouvernement roumain a mis récemment en place une nouvelle taxe afin d'encourager les gens à faire de la foresterie.

Enel poursuit ses activités dans le nucléaire : Enel va poursuivre ses projets dans le nucléaire et va investir 31 milliards d'euros en cinq ans pour diversifier sa production d'énergie, a annoncé le groupe italien. Les coûts du nucléaire pour les opérateurs en Europe ou ailleurs dans le monde devraient augmenter et les investissements devraient être différés en raison de la catastrophe nucléaire qui plane sur le Japon, conséquence d'un séisme de grande envergure. La société de services aux collectivités possède des sites nucléaires en Espagne et en Slovaquie et prévoit d'en construire de nouveaux en Italie et en Roumanie. Le gouvernement italien s'est engagé à relancer l'énergie nucléaire en Italie, interdite depuis 1987. Mais la tenue cette année d'un référendum sur cette question pourrait toutefois contrecarrer ces plans. Enel a conclu un accord avec EDF pour développer quatre réacteurs en Italie. L'énergie nucléaire représente actuellement quelque 900 millions d'euros du bénéfice courant d'Enel, une contribution « importante mais non déterminante », a déclaré son administrateur délégué, Fulvio Conti.

La Roumanie maintient son programme nucléaire : La Roumanie doit poursuivre son programme nucléaire afin de limiter les importations d'électricité, a déclaré le directeur de la compagnie Nuclearelectrica, Pompiliu Budulan, assurant que la centrale de Cernavoda figurait parmi « les plus sûres » au monde. Si la Roumanie ne construit pas les deux nouvelles tranches prévues, elle deviendra dépendante de l'énergie importée, selon la déclaration de M. Budulan. « Il faudra faire tous les efforts à cet égard, d'autant plus que nous disposons de l'avis favorable de la Commission européenne », a-t-il souligné. La Roumanie prévoit de construire deux nouvelles tranches de sa centrale de Cernavoda, dont deux réacteurs sont actuellement en service, fournissant environ 18% des besoins d'électricité du pays. Alors que des doutes sur la sécurité de cette centrale ont été émis à la suite de la crise nucléaire au Japon, M. Budulan a assuré que la technologie canadienne de type Candu utilisée par Cernavoda était « la meilleure » et n'avait jamais « donné lieu à des incidents ou des accidents ». « La centrale de Cernavoda fonctionne dans des conditions de sécurité maximum », a pour sa part déclaré la présidente de la Commission nationale de contrôle des activités nucléaires, Vajda Borbala. Bucarest compte construire également une deuxième centrale nucléaire à l'horizon 2025 pour augmenter sa production d'énergie.

Troisième place pour la France dans l'économie roumaine : En 2010, la France s'est classée à la 3ème place parmi les investisseurs étrangers en Roumanie, avec des investissements directs étrangers d'environ 7 milliards d'euros. Plus de 3.000 sociétés à capital français enregistrées en Roumanie ont généré un chiffre d'affaires cumulé de plus de 13 milliards d'euros. Les échanges commerciaux franco-roumains ont enregistré une croissance de 23% en 2010, la France étant le troisième partenaire commercial de la Roumanie. Les échanges commerciaux entre la France et la Roumanie ont totalisé la somme record de 5,5 milliards d'euros. En 2010, les exportations françaises ont augmenté de 15%, enregistrant la valeur de 2,5 milliards d'euros, et les importations de produits roumains ont atteint un maximum historique de 3 milliards d'euros, soit une croissance de +30%.

Financements européens non remboursables en 2011 : En mois de mai, sera ouverte la session de projets pour des affaires dans le milieu rural à financements de jusqu'à 70%, respectivement 200.000 euros - fonds non remboursables. La diversité des domaines financés et les conditions accessibles aux jeunes entrepreneurs ont permis qu'en 2010 ce programme jouisse du succès et que 814 projets soient financés. En 2011, la plupart des petits et moyens investisseurs s'intéressent aux fonds destinés pour les PME et ceux destinés au développement rural. L'absorption de ces types de fonds a enregistré un réel progrès en 2010, les évaluations se développent de manière plus alerte et les sommes sollicitées ont été remboursées dans un délai plus court. Pour une partie des programmes suivants, on va allouer cette année tous les fonds disponibles jusqu'à 2013, l'allocation étant totale et définitive : constructions, outillages et équipements pour les PME; constructions, outillages et équipements pour les PME et les start-up en milieu rural; constructions et outillages pour l'industrie de panification; pensions touristiques dans le milieu rural; software et hardware pour les PME; e-commerce et e-learning pour les PME.

Pirelli a investi dans des projets de production en 2010 : Le groupe italien Pirelli a renoué avec les bénéfices en 2010, malgré l'impact financier des pertes de sa filiale immobilier Pirelli Re dont il s'est séparé, et a revu ses objectifs à la hausse. Le fabricant de pneus a dégagé un bénéfice net de 4,2 millions d'euros en 2010, contre une perte nette de 22,6 millions d'euros en 2009. Un résultat positif, alors qu'il tient compte des pertes nettes de 223,8 millions d'euros enregistrés par Pirelli Re et Pirelli Broadband Solutions, que le groupe a cédés à ses actionnaires pour se focaliser sur son cœur de métier, précise-t-il dans son communiqué. En 2010, les investissements du groupe se sont élevés à 402 millions d'euros, soit en nette hausse par rapport aux 217 millions d'euros de 2009, se concentrant sur des projets de production en Italie, Roumanie, Chine et en Amérique latine avec la construction d'une nouvelle usine au Mexique.

Le pont Basarab ouvert en avril si la météo est favorable : Le pont à haubans qui reliera les quartiers du sud-est de la capitale à ceux du nord en passant par-dessus la Dambovita et la ligne de chemins de fer au niveau de la gare Basarab, sera ouvert à la circulation en avril seulement si le temps permet de couler du béton, chose impossible pour le moment, ont indiqué les responsables des deux sociétés en charge du chantier. L'inauguration est conditionnée par le climat et le résultat de la vérification des haubans.

Entreprises françaises en Roumanie

DACIA-RENAULT : Depuis la création de Dacia en 1968, filiale du constructeur Français Renault, pas moins de 4 millions de véhicules ont été produits via les chaînes de montage de l'usine basée à Pitesti (Roumanie), annonce la marque roumaine dans un communiqué. Le quatre millionième véhicules produits n'était pas un véhicule d'entrée de gamme, marque de fabrique de Dacia, mais un Duster 4x4 version haut de gamme. La production du Dacia Duster, a démarré au printemps 2010 à Pitesti. Plus de 100.000 unités y ont déjà été fabriquées. Mais ce n'est pas fini. Le constructeur français va en démarrer la fabrication à Curitiba, au Brésil, « en août 2011 », selon des informations officielles. Puis, en « janvier-février 2012 » à Moscou. Les dates n'avaient pas été encore précisées. En Amérique du Sud comme en Russie, le modèle s'appellera d'ailleurs Renault Duster. Ce véhicule, qui rencontre notamment un gros succès en France, sera aussi fabriqué, à partir de l'an prochain, en Colombie et en Inde.

AIRBUS : Airbus, Tarom et un consortium de plusieurs partenaires viennent d'annoncer le lancement d'une plateforme de production et de commercialisation d'un carburant écologique, qui devrait être installée en Roumanie. Le constructeur aéronautique européen et Tarom ont décidé de mettre en place un projet de fabrication et de commercialisation d'un biocarburant à base de cameline (une plante riche en huile), destiné à devenir une alternative bio au kérosène habituellement utilisé pour les avions. Pour le moment, le projet est encore à un stade embryonnaire, puisqu'aucune étude de faisabilité n'a encore été réalisée. Selon la direction d'Airbus, le projet sera chapeauté par une ONG roumaine, qui supervisera la production de cameline en Roumanie. Le siège du projet sera implanté à Bucarest et Airbus accompagnera les processus d'approbation du carburant et dirigera l'analyse des effets sur les systèmes et la motorisation des avions. Le consortium, dirigé par Tarom, comprend aussi UOP, filiale de Honeywell, qui fournit sa technologie de raffinage de biocarburant pour les avions, et CCE (Camelina Company España) qui apporte ses connaissances en agronomie de la cameline. Cette plante, présente en Roumanie, a été sélectionnée pour son potentiel énergétique, sa capacité de réduire les gaz à effet de serre et ses faibles besoins en eau. Des études de faisabilité doivent être réalisées, tant au niveau agricole qu'aéronautique, et la capacité de production de la Roumanie reste à déterminer clairement. Mais Airbus croit au projet, qui pourrait à terme couvrir 50% des besoins d'un avion en carburant pour un vol commercial.

FRANCE TELECOM : Deutsche Telekom et France Télécom veulent réduire leurs coûts en combinant leurs opérations en Autriche et en Roumanie. Les deux concurrents ont déjà décidé de rapprocher leurs opérations dans la téléphonie mobile en Pologne. Une opération similaire pourrait les aider à réduire les frais généraux et à compenser la baisse des prix. Dans un communiqué publié le mois dernier, France Télécom avait indiqué que les deux opérateurs rivaux envisageaient des coopérations techniques. « Nous recherchons (des partenaires de coopération) dans tous nos marchés », a déclaré un porte-parole de Deutsche Telekom.

CAMAÏEU : Au cours de l'année, Camaïeu a ouvert 91 nouveaux magasins, dont 77 en succursales aussi bien en France avec 38 nouveaux points de vente que dans 2 nouveaux pays avec la Roumanie et le Maroc (en partenariat). Le montant investi pour cette expansion a été 39 Millions d'euros. Camaïeu a en revanche fermé 6 magasins. Au Décembre 31, 2010, la marque Camaïeu comprenait 944 magasins dont 373 dans 13 pays étrangers. En 2011, le Groupe continuera à se développer en France et à l'étranger avec 100 ouvertures prévu, pour un investissement de 43 Millions d'euros.

Bulletin financier

Un manque à gagner de près de 2 milliards d'euros pour l'Etat en 2011 : L'ANAF (Agence nationale de l'administration fiscale) a estimé que les préjudices causés au budget de l'Etat à la suite de fraudes fiscales se sont élevés à 7,1 milliards de lei en 2010, soit environ 1,7 milliard d'euros. C'est 24% de plus qu'en 2009 selon le fisc roumain, qui explique ce résultat par la hausse des contrôles effectués l'année dernière. Au total, 10.122 vérifications fiscales ont été opérées par les agents de l'ANAF en 2010, ce qui équivaut à une augmentation de 25% par rapport à 2009. Plus de la moitié (56%) de la valeur des préjudices a été recensée dans moins de 40% du nombre total des contrôles.

La Roumanie rejoint le Pacte pour l'euro, garde sa politique fiscale : La Roumanie, non membre de la zone euro, a rejoint le Pacte pour l'euro destiné à éviter de nouvelles crises de la dette, mais gardera sa politique fiscale, a déclaré le président Traian Basescu. Selon lui, l'harmonisation fiscale promue par ce pacte « ne signifie pas que nous devons avoir tous le même niveau de taxes ». « La Roumanie n'y aurait jamais adhéré si son droit de garder le taux unique d'imposition avait été mis en question », a-t-il ajouté. Bucarest a adopté en 2005 une réforme fiscale basée sur l'introduction d'un taux unique d'imposition de 16% sur les bénéficiaires des compagnies et les revenus des particuliers, considéré comme un atout dans ses efforts pour attirer des investissements étrangers. M. Basescu a souligné que les objectifs du Pacte pour l'euro, stimuler la compétitivité et l'emploi, figurent aussi parmi les priorités de la Roumanie. L'engagement, adopté à la demande de l'Allemagne, prévoit que les Etats limitent strictement leur dette publique ou plaident pour la modération salariale.

Objectif de 5% pour le chômage : Le président de l'Agence nationale pour l'occupation de la main-d'œuvre, Silviu Bran, a estimé que le nombre de chômeurs devrait repasser prochainement sous la barre des 5%, grâce à la reprise économique qui s'annonce et devrait permettre d'absorber une partie de la masse salariale licenciée cet hiver. Le taux de chômage officiel est actuellement de 6%.

Evénements

ENREG ENERGIA REGENERABILA (07 - 09.04.2011) : www.expoarad.ro

Salon international et conférence pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique dans les constructions et les rénovations – 3ème édition

Lieu et organisateur : Expo Arad – Arad

CONSTRUCT EXPO (13 - 17.04.2011) : www.constructexpo.ro

Salon International de technologies, équipements, installations, outillages et matériaux pour les constructions – 18ème édition

Lieu et organisateur : Romexpo – Bucarest

VINVEST (15 - 17.04.2011) : www.vinvest.ro

Salon International de vins – 8ème édition

Lieu et organisateur : CRAFT - Centre Régional d'Affaires Timisoara – Timisoara

TIBCO (04 - 08.05.2011) : www.tibco.ro

Salon international de biens de grande consommation – 28ème édition

Lieu et organisateur : Romexpo – Bucarest

AGRARIA (04 - 08.05.2011) : www.agraria.info.ro

Salon International pour l'agriculture, l'industrie alimentaire et l'emballage - 17ème édition

Lieu et organisateur : Expo Transilvania - Cluj Napoca



AM CONSEIL

Votre interlocuteur en Roumanie, Bulgarie et Moldavie

Références



Conseil en affaires, appui aux entreprises – prospection du marché, implantation, délocalisation, sous-traitance, recherche partenaires, exportations ... en Roumanie

La société **AM Conseil**, relais pour la FIM et Bretagne International, est présente sur le marché roumain depuis 20 ans et son activité consiste à proposer aux entreprises roumaines et étrangères des services de conseil de la plus haute qualité.

Cabinet de Conseil faisant parti d'un groupe de sociétés dont le dirigeant français est industriel en Roumanie, Moldavie et Bulgarie, nous mettons à votre disposition une suite de services qui comprend :

- Conseil en développement à l'international
- Etudes marketing, prospection du marché
- Recrutement
- Assistance implantation, délocalisation
- Recherche de partenaires export/import, joint-venture
- Recherches de sites de production
- Recherche de sous traitants
- Assistance Juridique
- Assistance personnalisée aux PME
- Recherche de synergie entre PME et grands groupes

2, rue Vintila Voda
Secteur 3, Bucarest
Roumanie
PO BOX 22 - 103

Téléphone : 0040745009862
Télécopie: 0040317107103
Email : office@amconseil.ro
Site web : www.amconseil.ro

Avec nous vers la réussite à l'international !